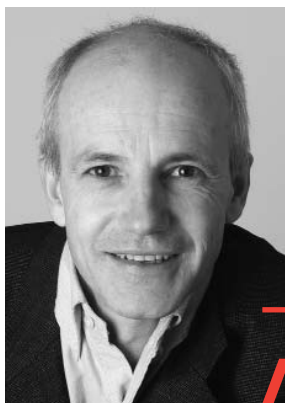


Les entreprises sociales d'insertion face à la pauvreté ?

Les entreprises sociales d'insertion comme Réalise peuvent utilement contribuer à la lutte contre le chômage et l'exclusion, mais leur rôle palliatif ne saurait remplacer une économie plus sociale et plus solidaire, capable d'assurer à chaque citoyen un travail et une rémunération permettant de vivre de manière autonome.



Christophe Dunand
Entreprise sociale d'insertion Réalise
à Genève

Une expérience concrète depuis 1984

Réalise a été créée à Genève en 1984 pour permettre à des bénéficiaires de l'aide sociale, rencontrant généralement des problèmes sociaux ou sanitaires, d'accéder au marché de l'emploi. Au début des années 90, ses activités se sont développées en direction des chômeurs fragiles, ayant besoin d'une aide pour se réinsérer, pour leur éviter marginalisation et paupérisation. Réalise est devenue, au fil des années, une des grandes entreprises d'insertion du pays, accueillant chaque année plus de 250 personnes en stage d'insertion.

Réalise s'adresse à des demandeurs d'emploi pouvant relever de plusieurs statuts administratifs (chômeurs, bénéficiaires de l'assistance sociale et de l'assurance invalidité). Elle propose un stage à durée limitée (6 à 18 mois) dans des activités de blanchisserie, jardinage et gestion de l'environnement, mailing et mise sous pli, conditionnement, transports, restauration, voirie et nettoyage, revalorisation de matériel électronique, vente d'informatique d'occasion.

Ces ateliers vendent leurs prestations à des entreprises, des particuliers, ou encore des collectivités, permettant ainsi d'autofinancer environ la moitié du budget de fonctionnement de Réalise, soit près de 2,7 millions en 2009. Des financements publics (seco, Ofas, financements cantonaux) et quelques dons complètent le budget.

Les stagiaires bénéficient, selon leurs besoins, de formations techniques, ainsi que de formations de français, calcul ou informatique. Ils sont accompagnés, tout au long de leur stage, par une équipe de conseillers en insertion qui cherchent à lever les obstacles au retour à l'emploi. Dans une approche globale il s'agit notamment d'identifier des problèmes de santé (physique et mentale) et d'addiction (alcool, drogues, jeux notamment), des lacunes en compétences techniques et sociales, des obstacles

Monsieur X entre à Réalise pour un stage en restauration, centré sur le développement de nouvelles compétences techniques, avec pour corollaires l'augmentation de l'autonomie, la prise d'initiatives et même l'animation d'une formation pour ses collègues. Monsieur X demande à bénéficier du service de stage en entreprise « Partenariat Entreprise » de Réalise. Il travaille alors quelques semaines dans une boucherie, afin d'éprouver la confrontation aux exigences d'une entreprise, l'adaptation à la nouveauté et pour se former à la découpe. Monsieur X répond aux exigences du travail en boucherie-traiteur, et peut prolonger son stage dans l'entreprise par le biais de l'Office cantonal de l'emploi, avec, à la clé, la possibilité d'un contrat de travail à durée indéterminée.

Madame Y a peu d'expérience professionnelle et n'a pas travaillé depuis plusieurs années. Elle entre en stage à la blanchisserie de Réalise avec les objectifs suivants : apprendre à travailler dans une entreprise, s'adapter au rythme de production, organiser sa vie familiale en fonction des horaires de travail, prévenir en cas d'absence. Elle est affectée à une tâche techniquement peu exigeante, afin de se concentrer sur ses objectifs. L'accent est ainsi mis sur sa capacité à suivre les consignes et non sur le développement de connaissances approfondies dans tous les domaines du traitement du linge. Après deux mois de travail il devient possible de définir un projet professionnel réaliste pour la suite.

administratifs (dettes, absence de logement), juridiques (poursuites, procès en cours) ou encore des problématiques familiales (conflits, problème de garde d'enfants notamment). Certaines personnes sont principalement handicapées par leur manque de maîtrise des méthodes de recherche d'emploi, alors qu'elles sont compétentes dans leur métier et ne rencontrent aucun problème particulier.

Un travail en réseau avec d'autres institutions publiques et privées est mené pour tenter de lever ces obstacles. Les stagiaires sont ensuite accompagnés dans leur recherche d'emploi, puis dans les premières semaines en entreprise (job coaching), pour limiter les risques d'échec.

En moyenne depuis l'an 2000, environ 30% des stagiaires retrouvent un emploi sur le marché principal au cours de leur stage ou peu après. Une proportion équivalente de stagiaires sont capables de travailler, mais leur profil ne correspond pas aux attentes du marché de l'emploi. Le dernier tiers correspond aux personnes qui mettent fin au stage avant son terme pour des raisons diverses. Le taux d'insertion est toutefois un indicateur très partiel du résultat du travail des entreprises sociales d'insertion comme Réalise. Il ne mesure pas tout le processus de rapprochement vers l'emploi lié à la résolution progressive, et souvent longue, des nombreux obstacles rencontrés par les chômeurs.

Réalise, une entreprise sociale d'insertion par l'économie

Projet pilote en 1984, Réalise a participé avec d'autres entreprises suisses et européennes à construire une nouvelle manière d'aborder l'exclusion : l'insertion par des activités économiques. Selon les définitions admises en Europe,¹ une entreprise sociale d'insertion a pour finalité l'insertion de personnes en difficulté et doit produire des biens ou des services pour le marché, avec une prise de risque économique significative. Les entreprises sociales d'insertion par l'économie (ESIE) constituent une famille spécifique au sein de l'économie sociale et solidaire, aux côtés de la finance solidaire, du commerce équitable, de l'agriculture de proximité, de l'habitat coopératif, des coopératives de production industrielles ou artisanales, etc.

La démarche des ESIE repose sur le paradigme, particulièrement pertinent en Suisse, que le travail est le principal facteur d'intégration dans la société. Seul un « vrai » travail, utile à la collectivité, est en effet vecteur de sens, de dignité et d'identité professionnelle comme l'a montré R. Castel.² Ceci signifie qu'une activité occupationnelle ou un revenu de substitution (aide sociale) ne suffisent pas à éviter la marginalisation progressive des exclus du marché de l'emploi.

Une approche basée sur le besoin de travailler

L'insertion par l'économie au sein des ESIE comme Réalise répond ainsi aux besoins des personnes de travailler, d'être accompagnées vers l'emploi et, de plus en plus souvent, de se former. C'est ce qui caractérise le public cible des ESIE, quel que soit le statut administratif (chômeurs, invalides, assistés sociaux notamment).

L'insertion par l'économie recouvre à la fois des emplois durablement occupés par des personnes sans perspective réaliste de retour sur le marché de l'emploi principal à court terme, et, comme à Réalise, des emplois « passerelle » à durée déterminée (généralement de 3 à 18 mois) avec des formations en parallèle.

Une approche novatrice mais complexe

La démarche d'insertion par l'économie est une approche récente, complexe, à l'interface entre le social, l'économie et la formation des adultes. Les processus de précarisation et d'invalidation commencent souvent en entreprise, comme l'a montré S. Paugam.³ De nombreux problèmes sociaux et sanitaires sont très longs à résoudre. Souvent ils auraient pu être traités en amont des ESIE, voire simplement évités par des mesures préventives en entreprise. La tertiarisation de l'économie suisse a profondément modifié les compétences attendues par les employeurs. Les emplois qui se sont maintenus dans l'industrie exigent maintenant des qualifications élevées, très éloignées des profils de nombreux demandeurs d'emploi.

Les ESIE doivent pouvoir accéder aux marchés économiques pour donner un travail formateur aux personnes prises en charge. Or, les périodes de récession renforcent le besoin de places d'insertion, mais elle aiguise aussi la concurrence entre ESIE et les entreprises commerciales pour accéder à des marchés.

Quelle contribution à la lutte contre le chômage et la pauvreté ?

L'insertion par des activités économiques s'est révélée une approche pertinente en Europe pour favoriser le retour à l'emploi, sur le marché principal ou sur le marché complémentaire. Les ESIE contribuent aussi à limiter le

1 Voir notamment les travaux du réseau européens EMES, Emergence des Entreprises Sociales en Europe, www.emes.net et C. Dunand et AL Du Pasquier, Travailler pour s'insérer : des réponses actives face au chômage et à l'exclusion : les entreprises d'insertion. Genève : IES éditions, 2006

2 Castel, R. (1995) Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat, Paris, Fayard.

3 Paugam S. (2000) Le salariat de la précarité, Puf, Paris

nombre de personnes en voie d'exclusion et de paupérisation, et représentent des alternatives positives à l'aide sociale. Les ESIE comme Réalise peuvent aussi donner une formation de base aux demandeurs d'emploi (85% des stagiaires de Réalise n'ont pas suivi de formation.).

Favoriser l'accès à un emploi ou prévenir la marginalisation, en offrant des emplois adaptés à des demandeurs d'emploi « condamnés » à l'aide sociale, contribue donc à lutter contre la pauvreté. Toutefois, on agit ainsi sur les conséquences des processus de paupérisation, et non sur leurs causes. De plus, l'efficacité des ESIE « passerelles » comme Réalise repose entièrement sur l'état du marché de l'emploi. Dans la crise économique actuelle, leurs résultats en termes de retour à l'emploi chutent.

Les ESIE n'ont aucun effet direct sur la situation économique ou sur les mécanismes à l'origine de la croissance de la pauvreté. Elles ne créent pas d'emplois sur le mar-

ché principal et ne remplacent en rien des mesures politiques et économiques.

Seul un travail décent, avec un salaire décent permet réellement d'exister en Suisse. Le débat, parfois vif, sur le potentiel et les limites des nouvelles prestations d'insertion, comme les ESIE, ne doit pas nous le faire oublier.

Christophe Dunand, chargé de cours à la Hes-SO, directeur de l'entreprise sociale d'insertion Réalise à Genève (www.realise.ch), président du Conseil Romand de l'Insertion par l'Economique (www.criec.ch), co-fondateur et membre du comité d'Après, Chambre de l'économie sociale et solidaire (www.apres-ge.ch).
Mél. : christophe.dunand@realise.ch